

## **ARRÊTÉ DU MAIRE DE BRON**

Numéro : DAU\_AR20260201

Objet : Portant autorisation de travaux dans un Établissement Recevant du Public (E.R.P.) de 5ème catégorie AT n° 069 029 25 00072 DIEM Centre Henry Gormand

**Le Maire de Bron, Jérémie BREAUD,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 122-3, L. 141-2, L. 143-2, L. 161-1, R. 122-7 et suivants, R. 143-1 et suivants ;

**VU** la demande d'autorisation d'aménager ou de modifier un Etablissement Recevant du Public déposée le 03 décembre 2025 en application de l'article L. 122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, enregistrée sous la demande d'autorisation de travaux n° 069 029 25 00072, sollicitée par ITINOVA représentée par Monsieur Tanguy GOUTTENOIRE, concernant le remplacement d'un ascenseur pour mise aux normes PMR dans un bâtiment existant situé 95 boulevard Pinel, 69500 BRON ;

**VU** l'avis réputé favorable de la Sous-commission Départementale d'Accessibilité pour les personnes handicapées en date du 03/02/2026 ;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** les travaux, visés dans le dossier de demande d'autorisation de travaux précité, concernant l'établissement, DIEM Centre Henry Gormand, type U, catégorie 5, sis 95 boulevard Pinel à BRON, sont autorisés.

**Article 2 :** cette autorisation au titre de la réglementation en matière de sécurité incendie et d'accessibilité ne préjuge aucunement d'éventuelles demandes d'autorisations à solliciter au titre de l'urbanisme.

**Article 3 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Bron dans le délai de deux mois à compter de sa publication sur le site Internet de la Ville. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

**Article 4** : un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon ou déposé sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Fait à BRON, le**

**Jérémie BREAUD,**